

«NOUVEAUX RÉACS» ET ÉTERNELS GOGOS...

Dans un ouvrage dont le titre est en lui-même, tout un programme: «*RAPPEL A L'ORDRE*», un certain Daniel LINDENBERG «*enquête*» sur les «*nouveaux réactionnaires*», ce qui pourrait signifier que les anciens sont définitivement disparus! Or, le dénommé LINDENBERG est membre du comité de rédaction de la revue «*Esprit*», donc un disciple d'Emmanuel Mounier qui, lui, fut un «*fieffé réactionnaire*», partisan de la «*Révolution Nationale*» de Vichy et qui, en juin 1940, dans une lettre à sa mère se réjouissait de la victoire des nazis, ce qui n'avait rien d'étonnant dès lors qu'on se rappelle que le vulgarisateur du «*personnalisme*» avait répondu à l'invitation de Benito Mussolini en participant au premier Congrès du *Parti fasciste italien*.

Voilà, me semble-t-il qui devrait éclairer la démarche du moderne obscurantiste Daniel LINDENBERG.

L'IDÉOLOGIE MUSSOLINIENNE...

«Avant tout, le fascisme (...) ne croit pas à la possibilité ni à l'utilité de la paix perpétuelle (...). Seule, la guerre bande les énergies humaines à leur maximum de tension et marque au sceau de la noblesse les peuples qui ont le courage de l'affronter (...).

Le fascisme, maintenant et toujours, croit et croira à la sainteté et à l'héroïsme, c'est-à-dire en des actions non influencées, directement ou indirectement, par des motifs économiques (...) le fascisme dénie toute validité à l'équation bien-être égale bonheur, qui rabaisserait les hommes au niveau des animaux (...) Le fascisme combat, non moins que le socialisme, tout le système complexe de l'idéologie démocratique (...) et il affirme que l'inégalité entre les hommes est immuable, bénéfique et avantageuse!... La base du fascisme est le concept d'État. Le fascisme voit en l'État un absolu, devant lequel tous les individus et les groupes sont relatifs(...) - Extrait de la «*Doctrine fasciste*» de Benito Mussolini, 1932.

Il y a gros à parier que la propagande orchestrée par ce triste personnage s'inscrit dans la démarche, parfaitement et étymologiquement «*réactionnaire*» des tenants de la reconstruction du «*Saint-Empire-Romain Germanique*». Alors, pas besoin d'inventer une nouvelle espèce de bipèdes dénommée «*nouveaux réacs*». Les réactionnaires sont de tous les temps et aujourd'hui comme hier, la haine du progrès, la dénonciation du «*matérialisme*» qui serait à l'origine de tous nos maux, le mépris condescendant du peuple demeurent pour l'essentiel, le socle sur lequel sont édifiés «*leurs projets politiques*».

Parmi les réactionnaires qui font aujourd'hui parier d'eux, citons un tout petit bonhomme nommé José Bové. José Bové a été condamné à quelques mois de prison et nombreux sont les bonnes âmes qui s'apitoient sur son sort. Mais, le comble de la confusion est atteint lorsqu'on lit en guise de défense du moustachu, que «*la violence fait partie de l'histoire du mouvement ouvrier*». Voilà qui, assurément mérite examen.

Effectivement au cours de sa déjà longue histoire, le mouvement ouvrier a été confronté à l'usage de la violence... celle des tenants de l'ordre établi! Qu'il s'agisse des martyrs de Chicago, des fusillés de la Commune de Paris, des victimes de la fusillade de Fourmies, et de tous ceux et de toutes celles qui, aujourd'hui encore paient de leur vie ou de leur liberté leur attachement à la cause de l'émancipation humaine, de toute évidence, la violence n'est pas du côté des victimes mais de celui des fusilleurs.

Mais revenons à José Bové. Il a été condamné, notamment pour avoir, sous le regard bienveillant des caméras de la télévision détruit une culture «*d'O.G.M.*», destinée à l'étude par des scientifiques, des «*organismes génétiquement modifiés*» afin de déterminer si, eu égard aux besoins humains, ils constituaient ou non un progrès. A la démarche des scientifiques qui cherchent à connaître et à comprendre, José Bové oppose ses certitudes fondées sur la croyance, vraie ou affectée, qu'il existerait une «*bonne nature*» fruit de l'œuvre d'une prétendue bonté divine, ce qui postule, entre autre, l'existence d'un «*ordre naturel*» dont on ne pourrait déroger. Par exemple, les pauvres doivent rester pauvres et les riches de plus en plus riches!

Dans ces conditions, on comprendra que je juge parfaitement scandaleux d'assimiler le faux paysan à un

militant ouvrier. Pour moi, il est tout à fait évident que José Bové appartient à l'espèce, (non génétiquement modifié !) des réactionnaires de toujours... Il n'est pas des nôtres! Il est de l'autre «côté de la barrière» et seuls les gogos peuvent nourrir des inquiétudes sur son sort.

Mais qu'on se rassure... Il ne sera pas maltraité!

Alexandre HÉBERT.

LE TOTALITARISME INGÉNU...

Une des caractéristiques du totalitarisme, sous quelque forme qu'il se présente, est l'embrigadement des enfants. L'exemple le plus sinistre étant bien sûr, celui des jeunesses hitlériennes, de ces enfants en uniforme défilant au pas de l'oie et en faisant le salut nazi. Mais il existe bien d'autres exemples. Celui des écoliers soviétiques qui apprenaient docilement les grandes heures de la vie du «*petit père des peuples*» dans les manuels scolaires, les gamins qui, le ventre et l'esprit vides mais la kalachnikov chargée, s'en vont en rangs serrés dans les rues affirmer que leur rêve d'enfant n'est autre que de mourir pour la plus grande gloire du prophète. Heureusement il n'en est rien dans notre beau pays de France. Vraiment?

Que penser alors de ce décret du 6 juillet 1882: «*Tout établissement public d'instruction primaire ou secondaire, ou toute réunion d'école de 200 à 600 élèves, âgés de douze ans et au-dessus, pourra, sous le nom de «bataillon scolaire», rassembler ses élèves pour des exercices de gymnastique et militaires, pendant toute la durée de leur séjour dans les établissements d'instruction*». Il est vrai que ce texte de loi est à replacer dans son contexte historique, celui des suites de la guerre de 1870 où l'on entraînait les enfants des écoles au tir au fusil afin d'en faire les futurs «*soldats de la revanche*». On sait ce qu'il en advint... Mais tout cela c'est du passé, n'est-ce pas? Nos gouvernants ont de nos jours, un respect scrupuleux des jeunes consciences. Pas si sûr...

«La petite mère du XVII^{ème}»

La Mairie du XVII^{ème} arrondissement de Paris vient d'éditer un manuel d'histoire, géographie et éducation civique intitulé «*graine de citoyen*» et destiné à tous les élèves de CM2 (10/11 ans) de l'arrondissement. Bel exemple de régionalisation! L'histoire et la géographie réduite à un arrondissement de Paris, nous voilà au cœur du particularisme, bien loin de l'universalisme des Lumières. En voyant à l'œuvre tous ces petits politicards des beaux quartiers de la capitale, Brassens n'aurait certes pas manqué de se gausser de ces «*imbéciles heureux qui sont nés quelque part*».

Notons au passage que les auteurs du manuel, dont on nous assure qu'ils sont enseignants (de l'arrondissement cela va de soi!), font montre d'une tendresse particulière pour les banquiers (les frères Pèreire) ou les patrons (Ernest Gouin) qui ont tant fait pour la grandeur de l'arrondissement. En revanche, on chercherait en vain des informations concernant les conditions de vie des ouvriers de ces grands capitaines d'industrie. Mais le plus scandaleux est sans conteste, le chapitre «*éducation civique*» qui n'est rien moins qu'une œuvre de propagande à la gloire de Madame de Panafieu. On compte pas moins de six photos de Madame Le Député-Maire et son nom est cité neuf fois. Un des dossiers dits «*pédagogiques*» s'intitule très sobrement «*Madame le Député Maire*». On y découvre une photo de Mme de Panafieu présidant le *Conseil d'Établissement* une photo de Mme de Panafieu (vous me pardonnerez les répétitions, en l'occurrence elles sont difficilement évitables!) sous-titrée: «*Madame le Maire à la rencontre des habitants. Ici, elle évoque les problèmes de sécurité*», le nombre de voix obtenu par Mme de Panafieu lors des dernières élections, «*une semaine de l'agenda du Député-Maire*» (exemple pris au hasard: «*mercredi 14 h.: réception d'un responsable de culte - Mairie du XVII^{ème}*» (sic), une photo de Mme de Panafieu célébrant un mariage... Il y a peu, la presse télévisée dénonçait avec virulence l'utilisation des «*manuels scolaires*» (même entre guillemets, le terme paraît peu adapté...) à des fins de propagande en Irak. Pourvu que l'US Air Force ne bombarde pas le 17^{ème} arrondissement de Paris!

Engagez-vous!!!

Malheureusement les atteintes à la neutralité et donc à la laïcité de l'école ne se limitent pas à un arrondissement parisien. On peut trouver sur le site internet du Ministère de l'Éducation Nationale un dossier de presse: «*Envie d'agir? Une réponse au désir d'engagement des jeunes*» (1). L'objectif est d'apporter «*une réponse à la jeunesse et à son désir d'engagement*». Je pensais, fort naïvement que l'engagement était un choix individuel, les plumitifs du Ministre m'apprennent qu'il s'agit en fait «*de s'insérer de manière féconde dans l'espace public*». Autrement dit ce n'est ni plus ni moins qu'un embrigadement au service de la paix sociale.

D'ailleurs, pour éviter que certains jeunes ne s'égarer en s'engageant dans le mouvement ouvrier, «*un livret des engagements sera distribué début 2003 dans tous les établissements scolaires et universitaires. Il présentera de façon très concrète les grands types d'engagements (caritatifs ou humanitaires, culturels ou sportifs, civiques ou économiques)*». Puisque je trouve le mot «*caritatif*» dans cette prose officielle, je m'empresse d'en chercher la définition dans un dictionnaire et je lis: «*caritatif, ive*» (adjectif): *qui a rapport à la charité*», ne reculant devant aucun effort pour satisfaire l'insatiable soif de connaissance des lecteurs de «*l'Anarcho-Syndicaliste*», je poursuis ma recherche et trouve: «*Charité (nom féminin): amour de Dieu et du prochain en Dieu. Acte de bienfaisance. Générosité, indulgence, bonté*». Diantre, notre bon Ministre a trempé sa plume dans un bénitier! Ce qui se confirme pleinement à la lecture de la suite du document: «*les engagements caritatifs: quelques jeunes se sont déjà engagés (2) dans cette voie, généralement à l'initiative des parents, de l'école ou du catéchisme*». Enfin, pour en finir avec les citations, voici un exemple concret de ce que le Ministre appelle l'engagement: «*Levez le pied! Pour protéger leur village, ils arrêtent les voitures trop rapides. 58 kms à l'heure, c'est beaucoup trop Monsieur. Cette route est limitée à 30*». Cette phrase n'aurait rien d'extraordinaire, si elle n'était pas dite (3) par des 11 ans. A Petit-Couronne, près de Rouen, c'est comme ça que les choses se passent. Ce sont les enfants du Conseil Municipal qui surveillent la «*conduite*» des grands. L'opération s'appelle «*Levez le pied*». On croit rêver, leur conception de l'engagement consiste à transformer des enfants en gendarmes! Et c'est pour aboutir à ça que le Ministre Ferry va organiser «*la journée de l'engagement*» où les représentants des associations sont invités à investir les écoles pour embrigader les enfants. Il nous reste à souhaiter que les enseignants refuseront de jouer le rôle de chien de garde de ce totalitarisme ingénu et que, plus tard, ces enfants devenus adultes sauront s'engager, mais au sein du mouvement ouvrier pour mettre à bas cette société capitaliste pourrie!

Christophe BITAUD.

(1) Les passages entre guillemets sont directement tirés du document ministériel.

(2) La faute d'orthographe n'est pas de ma responsabilité, elle est présente dans le dossier de presse ministériel !

(3) Encore une faute d'orthographe...!!!

«**LETTRE AUX ANARCHISTES**»...

Lorsque, au moment de l'Affaire Dreyfus, en 1898, Sébastien Faure fait paraître «*Le Libertaire*», avec, sur 4 colonnes, immense, le titre «*Dreyfus est innocent*», et lorsqu'il s'exclame: «*Je jeterai dans la mêlée mes ardeurs et mes colères, mes revendications et mes haines*», il est quasiment seul contre tous. Le syndicaliste Émile Pouget, avec son ton particulier, vitupère: «*Nous n'avons pas à prendre parti*». Pour ce dernier, défendre Dreyfus, un militaire, un juif, est une trahison, d'autant que l'on «*fiche au rencard la question sociale*». Mais il n'a pas saisi tout le sens de l'engagement de Faure. Certes, il y a l'engagement de principe, puisque «*l'opprimé devient (...) notre frère en douleur*», mais c'est bien le mot de «*revendications*» que Sébastien Faure, l'anarchiste stéphanois, entend «*jeter dans la mêlée*». En effet, la république est en péril, autour du parti anti-dreyfusard se cristallise un front anti-républicain qui, uni par l'antisémitisme, veut mettre à mal les institutions républicaines pour un régime autoritaire, nationaliste, clérical, capitaliste. Jules Deroulède, le nationaliste ligueur, exhorte les troupes à marcher sur l'Élysée. Jules Guérin, l'antisémite, s'enferme dans son local de la rue Chabrol d'où il tient tête à la police. Les rapprochements ponctuels entre royalistes, cléricaux, nationalistes, se pérennisent: l'*Action Française* en représente alors la synthèse la plus parfaite. A ce moment, oui, Sébastien Faure est clairvoyant: défendre la République, c'est défendre ses acquis contre un retour en arrière, sans cesser d'être anarchiste.

Autre temps, autres mœurs, dit-on. Mais qui oserait dire que la situation actuelle ne présente pas un parallèle saisissant avec cette fameuse «Affaire»? Au moment où le contexte post-maastrichtien a uni tous nos ennemis en les rassemblant dans le camp des pro-européens, au moment où, malgré l'apparent éclatement du champ politique que tend à faire croire le grand nombre de partis, tous ces partis portent les mêmes valeurs, les mêmes idées, d'autant que la marge de manœuvre dans le cadre des institutions françaises s'amenuise, du fait de la domination d'illégitimes institutions de Bruxelles, ne peut-on dire que le danger est similaire? Certes, il y a eu la «*menace fasciste*» d'avril/mai...Mais d'où vient-elle? Ne se bâtit-elle pas elle aussi sur le terreau de la détresse causée par les mesures anti-sociales contenues dans les directives européennes, dans la transcription politique de l'idéologie européenne? Le pape a rappelé il y a peu les fondements chrétiens de l'Europe... Le problème est là, camarades, et il ne faut pas avoir peur de se le dire: la construction européenne cristallise et regroupe dans le même camp tous les ennemis historiques de la classe ouvrière! Alors, ne nous trompons pas d'ennemi en ce temps où il y a urgence.

Pour certains idéologues «*anarchistes*», héritiers des opposants à Faure, comme pour nos hypocrites détracteurs et faux démocrates: afficher clairement son opposition anti-européenne, en faire un point essentiel de son programme, c'est revendiquer son «*souverainisme*». Quelle dramatique erreur! Non, nous ne défendons pas la nation contre l'internationalisme, non, nous ne prôtons pas la république actuelle comme un idéal, mais nous savons reconnaître un ennemi encore plus dangereux lorsqu'il se présente, et nous entendons défendre les acquis sociaux conquis dans le cadre républicain... alors même que l'Europe entend, par sa politique corporatiste, transformer les syndicats en relais d'application de ses décisions, entend, par son projet de constitution européenne, faire des opposants politiques des terroristes. Dans cette Europe, il n'est pas de place pour nous, alors, qu'une prétendue menace fasciste ne nous jette pas dans les bras prétendument républicains d'un «*front unique*» de ceux qui sont responsables de la crise sociale.

Oui, l'Europe, c'est le front unique de la réaction et la criminalisation du mouvement social. Dans ce contexte, le rôle des anarchistes, anarcho-syndicalistes et communistes libertaires, est de s'inscrire dans ce combat avec d'autres. J'en appelle à cet anarchisme «*légal*», qui se complaît dans la défense des exclus et dans des combats minoritaires, de principe, d'arrière garde, pour qu'il rejoigne l'anarchisme «*réel*». Vous vous trompez de combat: certes, vos préoccupations sont justes, mais la ligne de front n'est pas là. Non, nous, nous n'avons pas capitulé. Comme Sébastien Faure, nous pensons que les revendications et les idéaux libertaires ont toute leur place dans le front unique avec d'autres ennemis de la régionalisation et de la déréglementation sociale. Ce n'est pas nous trahir: nous ne défendons pas la république pour elle-même, mais nous la défendons d'abord contre la réaction pour mieux ensuite la dépasser.

Karim LANDAIS.

NON A LA GUERRE !

Internationalistes, nous saluons, soutenons les manifestations contre la guerre annoncée en IRAK, les oppositions à la militarisation du monde, à la politique de l'administration Bush, qui, au prétexte honteux de la lutte du «*Bien contre le Mal*» organise le contrôle politique et militaire de la planète au bénéfice de l'impérialisme américain. Nous publions ci-dessous le texte de l'appel «*PAS EN NOTRE NOM*» qui a été signé par des dizaines de milliers de citoyens américains.

Jo SALAMERO.

«Qu'il ne soit jamais dit que le peuple des États-Unis n'a rien fait lorsque le gouvernement américain a déclaré une guerre sans fin et institué des mesures de répression draconiennes. Les signataires de ce manifeste appellent les citoyens des États-Unis à résister à ces nouvelles mesures et à la politique globale menée depuis le 11 septembre 2001. Celles-ci représentent de graves dangers pour les citoyens du monde entier.

Nous croyons que les peuples et les nations ont le droit de déterminer leur propre destin, à l'abri de la coercition militaire exercée par les grandes puissances.

Nous croyons que toute personne détenue ou accusée par le gouvernement des États-Unis doit bénéficier des mêmes droits et des mêmes garanties juridiques

Nous croyons que la remise en question, la critique et le désaccord sont des droits légitimes et importants

qui doivent être protégés. Nous sommes conscients du fait que ces droits sont toujours contestés et doivent être défendus.

Nous croyons que les hommes et les femmes de conscience doivent assumer la responsabilité de ce que font leurs gouvernements respectifs. Nous nous devons tout d'abord de nous opposer aux injustices commises en notre nom. C'est pourquoi, nous appelons tous les Américains à RÉSISTER à la guerre et à la répression déchaînées dans le monde par l'administration de M. Bush. Elles sont injustes, immorales et illégitimes. Nous avons choisi de faire cause commune avec les peuples du monde.

Nous aussi, avons été choqués par les événements terribles du 11 septembre 2001. Nous aussi avons déploré la mort de milliers d'innocents et regardé avec horreur et incompréhension les scènes de carnage - tout en nous rappelant d'autres scènes semblables à Bagdad, au Panama, et, une génération plus tôt, au Vietnam. Comme des millions d'Américains dans l'angoisse, nous nous sommes aussi demandé comment une telle chose avait pu se produire. Pourtant, le deuil avait à peine commencé que les dirigeants du pays les plus haut placés déchaînaient déjà l'esprit de vengeance. Ils rendirent public un message simpliste opposant «le bien» et «le mal», que des médias complaisants et intimidés ont propagé. Ils nous ont dit que se demander pourquoi de tels événements terribles s'étaient produits se rapprochait dangereusement de la trahison. Il n'y a eu aucun débat. Il n'y avait, par définition, ni question morale, ni question politique. La seule réponse possible devait être la guerre hors des frontières et la répression à l'intérieur.

En notre nom, l'administration de M. Bush, fort de la quasi unanimité du Congrès américain, a, non seulement, attaqué l'Afghanistan, mais s'est aussi arrogé le droit ainsi qu'à ses alliés, d'imposer la force militaire en tout lieu et à tout moment. Les répercussions brutales s'en sont fait sentir, des Philippines à la Palestine, où les tanks et les bulldozers ont laissé un terrible sillage de mort et de destruction. Le gouvernement se prépare maintenant à mener une guerre totale contre l'Irak, pays qui n'a pas de lien avec les horreurs du 11 septembre 2001. Quel genre de monde sera-t-il créé si le gouvernement des États-Unis a carte blanche pour envoyer des commandos, des assassins et des bombes où il le veut?

En notre nom, aux États-Unis, le gouvernement a créé deux classes de citoyens: ceux à qui on fait la promesse de droits essentiels et ceux qui semblent désormais n'avoir aucun droit. Le gouvernement a interpellé plus d'un millier d'immigrés et les a détenus au secret indéfiniment. Des centaines d'entre eux ont été déportés et des centaines d'autres se languissent toujours en prison. Cette situation rappelle nettement les camps de concentration construits pendant la Seconde Guerre Mondiale pour les Japonais-Américains. Pour la première fois, depuis plusieurs décennies, les procédures d'immigration mettent certaines nationalités à l'index pour leur faire subir un traitement inéquitable.

En notre nom, le gouvernement fait peser sur notre société un voile de répression. Le porte-parole du Président prévient les gens de «faire attention à ce qu'ils disent». Des artistes, intellectuels et professeurs dissidents voient leurs opinions déformées, attaquées et censurées. La loi dite «Patriot Act», ainsi que tout un train de mesures semblables prises au niveau de l'État accordent à la police de vastes pouvoirs de fouille et de saisie sous le contrôle théorique de procédures secrètes menées dans des tribunaux secrets.

En notre nom, le pouvoir exécutif a systématiquement usurpé les rôles et fonctions des autres branches du gouvernement. Des tribunaux militaires aux procédures douteuses, dans lesquels les accusés n'ont pas le droit de faire appel à une juridiction civile, ont été mis en place par simple décret. Des groupes sont étiquetés comme «terroristes» d'un coup de plume présidentielle.

Il faut que nous prenions très au sérieux les dirigeants de ce pays lorsqu'ils parlent d'une guerre qui durera toute une génération et quand ils parlent d'un nouvel ordre à l'intérieur. Nous sommes confrontés à une politique ouvertement impérialiste envers le reste du monde et à une politique intérieure qui produit et manipule la peur afin de réduire les droits des personnes. Les événements des derniers mois dessinent une trajectoire fatale qu'il faut identifier pour ce qu'elle est vraiment et contre laquelle il faut résister. Trop souvent au cours de l'histoire, les gens ont attendu jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour lutter.

Le président Bush a déclaré: «Ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes contre nous». Voici notre réponse:

Nous vous refusons le droit de parler au nom de tous les Américains. Nous n'abandonnerons jamais notre droit à la remise en question. Nous ne vous livrerons pas nos consciences en échange de promesses de sécurité qui sonnent creux.

Nous vous déclarons: «PAS EN NOTRE NOM!». Nous refusons d'être associés à ces guerres et nous rejetons toute supposition, qu'elles sont menées en notre nom ou pour notre bien.

Nous tendons la main à ceux qui, à travers le monde, souffrent à cause de cette politique: nous montrons notre solidarité par les mots et par les actes.

En signant ce manifeste, nous appelons tous les Américains à se joindre à notre défi. Nous applaudissons et encourageons les actes de critiques et de protestation qui ont lieu actuellement, tout en sachant qu'il en faudra beaucoup plus pour arrêter cet engrenage infernal. Nous nous inspirons des réservistes israéliens qui, au prix d'énormes risques personnels, déclarent «qu'il y a effectivement une limite» et refusent de servir dans les territoires occupés et à Gaza.

Nous nous inspirons également des nombreux exemples de résistance et d'objection de conscience dont abonde le passé des États-Unis: depuis ceux qui ont lutté contre l'esclavage par la rébellion et par les réseaux clandestins d'évasion jusqu'à ceux qui se sont élevés contre la guerre du Vietnam en refusant d'obéir aux ordres, en refusant la conscription et en se joignant aux résistants par solidarité.

Ne permettons pas à tous ceux qui nous regardent dans le monde de désespérer de notre silence et de notre absence de réaction. Au lieu de cela, que le monde entende notre promesse: nous résisterons à l'engrenage de la guerre et de la répression, et nous rassemblerons tous ceux qui veulent agir pour l'arrêter».

NOTES DE LECTURES...

Dans Loire-Océan Médical n°96 d'octobre 2002, le Docteur Jacques Lucas analyse avec lucidité les conséquences de la politique de Bruxelles sur le devenir professionnel des Médecins en France... *«dans un environnement où ne prévalent pas nécessairement des considérations angéliques face aux enjeux économiques».*

«Le processus de construction européenne posera, à terme, la question de l'harmonisation des systèmes de santé, quand on connaît les masses financières qui y sont consacrées. Par système de santé, l'analyse revient à dire: l'organisation du système de soins, le cursus et la qualification des médecins, leurs modes d'exercice, le système d'assurances sociales.

Comme les principes éthiques et déontologiques ne sont pas de simples pétitions et n'ont de sens que dans les réalités, il est naturel que le Conseil National se préoccupe des réalités bruxelloises, comme le font activement les puissantes organisations médicales anglaises et allemandes.

Un projet de directive européenne tend à organiser la libre circulation des médecins ayant des autorisations d'exercice dans les États membres et l'élargissement de l'espace européen sera naturellement concerné. Cette directive s'appliquera aux qualifications de reconnaissance automatique et elle «oppose» aux 52 spécialisations françaises, dont la médecine générale, 17 qualifications européennes. Le débat peut paraître technique, il est, en fait, éminemment politique car il inclut celui des cursus de formation initiale, la validation des acquis professionnels, les équivalences automatiques et celles qui ne le sont pas, les processus de contrôle par les États membres de la compétence des praticiens...

Aujourd'hui, l'exercice légal de la médecine en France est subordonnée à l'inscription au tableau de l'Ordre National, via les conseils départementaux, dans un cadre réglementaire strictement défini. Le débat européen laisse apparaître qu'une directive européenne pourrait en disposer autrement dès lors que, par automatisme, l'autorisation d'exercer dans un État membre vaudrait pour l'ensemble de l'espace européen élargi. Se posera alors la question d'harmoniser les niveaux de formation et de compétences et celle du contrôle de l'absence d'interdiction d'exercice prononcée par les juridictions ordinales ou d'attributions similaires.

Faut-il déjà réfléchir à la constitution d'un Ordre européen des médecins et sur quels modèles?

Il serait suicidaire pour la médecine française de croire trop étroitement qu'elle est la meilleure du monde, dans un environnement où ne prévalent pas nécessairement des considérations angéliques face aux enjeux économiques. Il serait dommageable que des débats trop franco-français fassent oublier la puissance contraignante de la construction européenne. Il serait paradoxal que l'édification de l'Europe, à laquelle les médecins français apportent dans leur grande majorité leurs suffrages de citoyens, leur fassent oublier que Strasbourg et Bruxelles discutent aussi de leur avenir professionnel.

Ce débat n'est pas ordinal? Bien sûr que si. Il s'agit d'exprimer la prééminence d'un fonds éthique sur des considérations technocratiques d'organisation, et d'élargir notre réflexion déontologique à la lumière de celle de nos confrères d'une Europe élargie.

Le bulletin mensuel du Conseil National publiera désormais une rubrique mensuelle sur ces questions. Je vous invite à vous y reporter, poursuivre l'actualité médicale de Bruxelles».

Le Courrier de l'Ouest du 1^{er} novembre 2002 nous apprend que:

«Jean-Paul II est depuis hier citoyen romain, grâce à l'initiative du maire ex-communiste de la ville éternelle, Walter Veltroni, qui lui a remis lors d'une cérémonie au Vatican le statut de «civis romanus». «Il aura

fallu 24 ans pour que je devienne citoyen de Rome. Il a fallu moins de temps à Saint-Paul» a commenté - en souriant - le souverain pontife. En remerciant le maire de Rome et les membres du conseil municipal, il a rappelé qu'il avait *«appris à connaître et à aimer»* cette ville depuis novembre 1946, quand il y était venu comme étudiant. Il a souligné que Rome n'avait pas seulement des trésors du passé à garder mais également *«un rôle important à jouer au service de l'humanité d'aujourd'hui et de demain»*.

Ainsi, *«compromis historique»* oblige: le *«camarade»* stalinien Walter Veltroni est allé faire allégeance au Pape, qui n'a pas manqué de se payer de sa tête en rappelant *«Saint-Paul»* mais aussi que Rome avait *«un rôle important à jouer au service de l'humanité d'aujourd'hui et de demain»*.

Et vive *«l'Europe Vaticane»*.

Alexandre HÉBERT.

EN VRAC...

DÉLIRES ZÉLECTORAUX (ter)

On n'en finit pas de revenir sur cette élection présidentielle. Doucement sans précipitation, les élucubrations les plus suspectes et les analyses les plus affinées diffusent dans les rumeurs.

Figurez-vous que ce que la gauche plurielle nomme *«le séisme du 21 avril»* ne fut pas une surprise pour tout le monde. Y a pas que Bernadette à avoir reniflé le coup. Selon des sources plus ou moins autorisées, il paraîtrait que vers la fin de l'hiver ça cogitait dur dans l'entourage de Chirac. On commençait à s'inquiéter d'un deuxième round Chirac-Jospin, car la consultation des entrailles de volatiles par les instituts de sondage conduisait à envisager un duel serré entre les deux mammoths et le résultat n'apparaissait pas clairement la probabilité que Jospin l'emporte aurait été loin d'être nulle. Une solution intéressante eut été que Jospin passât à la trappe dès le premier tour et que son remplaçant pour le second tour soit un repoussoir.

La carte était à jouer, or, un autre, certes peu appétissant commençait à s'approcher des 15% et la courbe des prévisions le concernant avait une pente positive, c'est-à-dire continuait à grimper. Il ne restait plus qu'à tenter le tout pour le tout en favorisant l'éclosion de nombreuses candidatures dans la gauche, même plurielle, et dans l'extrême gauche, étant entendu que les réactionnaires Verts seraient dans le coup. Et c'est comme ça que Jospin serait arrivé derrière l'autre, n'ayant plus qu'à aller respirer l'air iodé de l'île de Ré et que le grand dépendeur d'andouilles a fait ensuite presque 80%.

Après coup, on peut toujours imaginer ce qu'on veut et n'importe quoi, mais il semblerait que l'autre pas fréquentable n'était pas tellement heureux du prétendu *«séisme»*. Paraît qu'il aurait préféré arriver troisième pour s'efforcer de faire passer Jospin dont selon lui, la politique des 5 ans à venir aurait favorisé ses projets pour 2007. Nous ne saurons jamais s'il avait raison et ce n'est peut-être pas plus mal.

BREIZ ATAO

L'intégration des écoles Diwan dans le service public vient d'être annulée par le Conseil d'État. Il arrive que cette institution rende quelques services. Bien entendu, Jack Lang, le minable qui avait signé cette intégration en espérant la faire passer en douce sans problème, suggère à Raffarin d'introduire un amendement sur l'enseignement des langues dans le projet de modification de la constitution relatif à la décentralisation. Ce Lang, ancien bouffon de Mitterrand, n'est vraiment qu'une quintessence de bêtise malodorante. Pour donner dans l'euphémisme...

Bien entendu, chacun a le droit d'apprendre les langues qu'il souhaite, mais les réactionnaires bretonnants visent autre chose: que dans leur secteur géographique on soit obligé de plaider en breton devant les tribunaux, qu'on puisse passer les épreuves d'examens ou de concours en breton pour toutes matières, mathématiques, physique, chimie, histoire, géographie, etc...Bonjour à l'égalité des droits. Diwan à la trappe, tant mieux!

NOUVELLES DU FRONT

Dans *Marianne* du 2/12, ce grand niaiseux de Jean-François Kahn qui se prend pour un politologue averti se demande si *Le Monde* est un journal réactionnaire? Quand on est partisan de l'Europe vaticane, comme l'est globalement l'équipe du *Monde*, on est forcément réactionnaire! JFK a bonne mine!!!

Le caillou dans la godasse commence à énerver. J'ai reçu un coup de fil des renseignements généraux, très courtois, pour demander pourquoi j'avais saisi le sous-préfet de mon patelin et ce que la *Libre Pensée* comptait faire de cette histoire de pièces étrangères en euros (je précise: qui font de la propagande cléricale). J'ai répondu au questionneur, avec autant de courtoisie, que l'organisation ne s'était pas encore prononcée, mais que mon point de vue était de demander l'interdiction de circulation de ces pièces en France. Paraît que ce serait difficile. Pourtant un État qui n'est pas capable de faire cesser un trouble à l'ordre public qui se produit sur son territoire, n'est plus un État. Foi d'anarchiste!!!

Si vous avez envie de rajouter des cailloux dans leurs godasses, vous savez ce qu'il vous reste à faire. Toujours dans le même *Marianne*, un infect journaliste écrit: «*Reste que le gouvernement républicain, contrairement à la junte fasciste, s'efforça de stopper les exactions des bandes anarchistes qui minaient son crédit à l'étranger. La célèbre photo des carmelites exhumées et exposées sur le parvis de la cathédrale de Barcelone eut, à Londres ou à Bruxelles, un effet dévastateur sur l'opinion modérée*». Vous avez compris qu'il s'agit de l'Espagne de 1936-39. Et le minable journaliste, fâché avec la chronologie oublie que les franquistes ont exposés les corps des carmelites alors que tout espoir était perdu et qu'il n'y avait quasiment plus de gouvernement républicain sur le sol de l'Espagne, donc que l'opinion de Londres ou de Bruxelles n'avait plus aucune importance.

Toutefois, ce journaliste, résidu de pissotière, a réveillé mes souvenirs de fin d'adolescence, quand j'étais élève pensionnaire au lycée Michel Montaigne de Bordeaux dans les classes préparatoires aux écoles d'ingénieurs. C'était dans les années scolaires 50-53. Pour améliorer ma culture j'allais souvent assister aux réunions de l'aumônier réservées aux élèves d'après baccalauréat. Une fois la guerre d'Espagne fut à l'ordre du jour. L'aumônier était un moderniste. Il s'appelait Gouyon et a fait par la suite, une «*belle carrière*». Il avait commencé curé de campagne, puis aumônier du lycée (et à cette époque, il allait souvent porter la contradiction à Aristide Lapeyre), ensuite fonctionnaire à la cathédrale de Bordeaux, puis évêque de Bayonne, évêque coadjuteur de Rennes où il a fini cardinal-archevêque. Il s'est fait remarquer au concile Vatican II en revendiquant et obtenant l'abandon de la *capa magna* par les évêques. Je me souviens de sa phrase bien carrée: «*Pendant la guerre civile, le clergé espagnol en a bavé. Il l'avait mérité*». Et pan, dans la gueule du journaliste!

Marc PRÉVÔTEL.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 25 euros. Abonnement de soutien: 35 euros.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP 515-14 C Nantes

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT
